



Lettre n° 2 du 1^{er} juillet 2016

Au sommaire :

- Ils n'ont pas réussi à étouffer le mouvement, le combat continue...
- Face à la montée des idées réactionnaires, au Brexit, à la crise de l'Europe capitaliste, une politique internationaliste
- Crise politique en Espagne, revers de Podemos ou la nécessité d'un parti anticapitaliste et révolutionnaire

Ils n'ont pas réussi à étouffer le mouvement, le combat continue...

Quatre mois après le début de la mobilisation, alors que les pressions et provocations policières s'amplifient, que le gouvernement, le patronat et la droite, tous aussi décomplexés, redoublent de morgue... et malgré l'acharnement de l'intersyndicale à « dialoguer », le mouvement refuse de se laisser étouffer. Les tentatives n'ont pourtant pas manqué.

Au lendemain de la 11^{ème} journée nationale, Valls s'est payé le luxe de recevoir un à un les syndicats dits représentatifs pour « faire un point » et « parler »... précisant pour qui n'aurait pas compris qu'il ne s'agissait en rien de « la réouverture d'un cycle de négociations » après que Hollande a redit qu'il « ira jusqu'au bout ».

Qu'importe... les syndicats reçus n'ont pas caché leur satisfaction qu'on leur ouvre enfin la porte de Matignon. Après avoir accepté à Paris un « parcours » de manifestation dans un bocal le 23 juin, puis de défilé dans un nouveau carcan policier le 28, restant muets face aux interpellations de militants qui se multiplient et aux nasses policières (dont celle à Paris de la Bourse du travail !)... ils se sont rendus tout sourire à la convocation, Martinez expliquant « si le Premier ministre nous reçoit, c'est qu'il a des réponses à nous donner »...

Premier sorti, Mailly pérorait : « Nous avons obtenu, a priori, que, sur toute une série de thèmes, la branche, demain, sera confirmée comme le niveau de négociation »... ajoutant « on va continuer le lobbying, y compris auprès des députés »... La CGT, qui a « remis ses propositions pour un code du travail du XXI^{ème} siècle » (sait-on jamais...) a elle estimé que « Manuel Valls recule petit à petit. Mais nous sommes encore très loin du compte »... Et Martinez a tenu à assurer : « entre la CGT et les autres organisations syndicales, dont Force ouvrière, il n'y a aucun problème... aucune différence d'appréciation sur le projet gouvernemental ».

L'intersyndicale a quand même appelé à « poursuivre la mobilisation contre ce projet de loi, sur des formes à déterminer localement, durant le débat parlementaire, notamment le 5 juillet » dans un communiqué intitulé (ça ne s'invente pas) « Le souffle ne nous manque pas »...

Un mouvement long et profond

Malgré les difficultés à élargir, le mouvement continue à exercer sa pression. Quelles que soient les prochaines étapes, quelque chose de profond est enclenché dans lequel se disputent d'un côté la combattivité et la dynamique du mouvement et, de l'autre côté, le poids de la routine du dialogue social, dans un climat politique général où l'horizon apparaît bouché à beaucoup.

Depuis quatre mois, ce sont les équipes militantes, à la base, qui ont construit la mobilisation. Des militant-e-s de toutes générations et de toutes « anciennetés » (lycéens, étudiants, jeunes précaires, salariés dont certains pour qui c'est le premier engagement) ont pris ou repris confiance en eux et en la lutte.

À défaut d'être parvenue à « généraliser » la grève, une succession de grèves a construit le mouvement : routiers, raffineries, ports, SNCF, éboueurs, cliniques et maisons de retraite, hôpitaux, collectivités territoriales... Ces luttes se sont succédées et continuent, entraînant des entreprises de toutes tailles, des salarié-e-s encouragé-e-s par le mouvement général qui lui donnent son caractère large et dynamique, difficile à contenir.

Débats et ruptures

Même si les militants n'ont pas réussi à mettre en place de véritables organes démocratiques de direction du mouvement, il a été nourri par des cadres ouverts (réunions interpro, collectifs de lutte, nuit debout, ...) permettant débats et organisation d'actions.

Ces cadres ont non seulement permis de donner sa dynamique au mouvement entre les journées de l'intersyndicale, mais ils ont fait se rencontrer des militants aux diverses origines et appartenances, dont certains très jeunes, ils ont aidé à briser sectarismes et préjugés et à unifier le mouvement. Les appareils syndicaux ont été pris à contre-pied, déstabilisés, mis d'une certaine manière sous surveillance et leur politique débattue et contestée. Cela a été le cas en particulier de FO et de la CGT mais également dans la FSU et dans une certaine mesure à Solidaires qui a choisi au nom de l'unité de rester jusqu'au bout partie prenante de l'intersyndicale et de sa politique.

A l'image des manifestations où se sont largement mélangés militant-e-s, banderoles et drapeaux... les débats dépassent le cadre de chaque organisation. La question syndicale et du dialogue social, comme la question politique et des institutions se discutent largement et librement, par-delà les anciens clivages ou préventions. En témoigne l'accueil des militants NPA dans les collectifs comme dans les cortèges, particulièrement de Philippe, candidat à la présidentielle et militant au cœur du mouvement, ou d'Olivier ; ou encore le slogan scandé largement par une fraction des cortèges : « A - anti - anticapitalistes ! ». Il est une évidence pour les militant-e-s du mouvement que la question sociale est la question politique de l'heure. La lutte pose directement la question politique et du pouvoir.

« Redynamiser la gauche » ou reconstruire une conscience de classe en rompant avec le dialogue social

La présidentielle et les législatives de 2017 sont clairement dans le calendrier de certains qui ne cachent pas leurs préoccupations, posant la question d'un débouché institutionnel « à gauche ». Alors que les différentes factions du PS et leurs amis de la « Belle alliance » (!) se préparent à une primaire joyeuse... que Hulot travaille son avenir, ils sont nombreux à dire vouloir « *bâtir un nouveau projet de gauche* »...

Les appels de « personnalités » se succèdent qui donnent une idée de la prétendue vitalité de ce petit monde, à l'image du dernier en date qui demande à Hollande... d'organiser un référendum sur la loi travail (signé entre autres

par l'ancien ministre de l'Intérieur Pierre Joxe ou Pierre Khalfa d'Ensemble) !

De son côté, le PCF s'enfonce dans la crise et se prépare à rallier contraint et forcé Mélenchon, dans des conditions bien pires pour lui qu'en 2012. Et avec lui l'ensemble de l'ex-FdG dont les militants et proches sont partagés entre regain d'illusions réformistes et inquiétude et pour certains rejet du populisme souverainiste de plus en plus affirmé de celui qui se veut le héraut de la France « insoumise »... mais surtout institutionnelle et aux relents qui font la part belle à nos pires ennemis.

Il ne peut y avoir aucune perspective pour le monde du travail et la jeunesse sur ce terrain. Loin de « redynamiser » quelque gauche que ce soit, l'heure est à amplifier les prises de conscience en cours, à tirer ensemble les leçons du mouvement pour aider à reconstruire une conscience de classe, se dégager du dialogue social et de ceux qui le réclament. Notre rôle est d'appeler les militant-e-s du mouvement, jeunes et moins jeunes, à faire de la politique, à construire le parti nécessaire pour la suite, à nous donner ensemble les moyens de diriger nos luttes mais aussi de poser la question de quelle société, comment rompre avec la logique capitaliste, quel pouvoir...

« C'est pas fini »...

Quelque chose commence... tant sur le terrain social que politique. La colère et les prises de conscience sont profondes et l'enjeu est bien au-delà de la loi.

Le mouvement a commencé à renverser le cours des choses et chacun mesure que les prochaines étapes vont s'inscrire dans un contexte d'exacerbation des tensions et des rapports de forces. La crise du capitalisme franchit un nouveau cap dont le Brexit et ses conséquences sont un symptôme. La guerre est déclarée et il n'y a pas plus de solution institutionnelle que nationale possible. Seule la prise en main de ses affaires par le monde du travail, son organisation et ses mobilisations peuvent changer la donne. Notre campagne avec Philippe s'inscrit dans ce cadre et cela prend chaque jour un aspect concret.

Chaud ou pas chaud, l'été va être propice aux maturations politiques...

Isabelle Ufferte

Face à la montée des idées réactionnaires, au Brexit, à la crise de l'Europe capitaliste, une politique internationaliste

Il serait pour le moins illusoire, aveugle et dangereux de voir dans la victoire du « leave » quoi que ce soit de positif pour les travailleurs et les classes populaires. Qu'elle soit un camouflet pour Cameron et les dirigeants de l'UE comme Merkel ou Hollande n'enlève rien au fait qu'elle est avant tout un succès pour les idées réactionnaires, une victoire de l'extrême droite. Marine Le Pen ne s'y est pas trompée qui a immédiatement exulté de joie à l'annonce des résultats.

Le Premier ministre conservateur David Cameron, qui a fait campagne pour le « remain » et qui, battu, a immédiatement annoncé sa démission prochaine, avait promis ce référendum avant les dernières élections législatives sous la pression des xénophobes de l'UKIP en pleine progression à qui il espérait reprendre des voix. Un de ses arguments essentiels pour le « remain » était qu'il avait réussi à obtenir de l'Union européenne en février un accord pour déroger au droit communautaire qui impose

de verser les mêmes allocations sociales aux travailleurs étrangers européens que celles versées aux salariés du Royaume-Uni.

C'est dire à quel point la campagne a été placée sous le signe des craintes liées à l'immigration développées à longueur de discours par des démagogues des deux camps.

Des observateurs, des analystes ont fait remarquer que les votes majoritaires pour le Brexit viennent de certaines régions traditionnellement ouvrières mais sinistrées par la désindustrialisation. On assiste au même phénomène en France : dans le Nord-Pas de Calais, en Picardie, le vote FN a connu une progression spectaculaire. En Angleterre, ce sont aussi des régions où il y a peu d'immigrés mais c'est là bien souvent que se développe le plus la peur de l'étranger. Cela paraît paradoxal sauf à oublier que les craintes et les fantasmes xénophobes se nourrissent de l'ignorance dont les démagogues tirent leur force.

Oui, la dramatique régression sociale entraînée par les politiques d'austérité des classes dirigeantes conjuguée à l'absence de perspective de la part du mouvement ouvrier conduit une partie des travailleurs à se laisser subjuguer par la démagogie d'extrême droite, les travailleurs nationaux contre les travailleurs étrangers, le rêve d'un retour à une grandeur nationale, d'une grande Bretagne à ses heures de gloire de première puissance mondiale ou d'une France à la tête de ses colonies.

Toutes les forces les plus réactionnaires se sont aussitôt félicitées des résultats du référendum. « *L'événement le plus important depuis la chute du Mur de Berlin* », s'est exclamée Marine Le Pen qui a aussitôt renouvelé sa demande d'un référendum semblable en France. « *Hourrah pour les Britanniques! Maintenant, à notre tour. Il est temps pour un référendum néerlandais!* », s'est aussi réjoui Geert Wilders, leader du parti pour la Liberté néerlandais, d'extrême droite.

Toutes ces forces dévoient le mécontentement et la révolte provoqués par les conséquences de la crise capitaliste et les politiques anti-ouvrières menées par les gouvernements de droite comme de gauche pour agresser les étrangers et vanter la patrie, la souveraineté et la fierté nationales, le capitalisme bien de chez nous, les petites et moyennes entreprises. Avec l'objectif d'accéder au pouvoir et y servir les intérêts des grands groupes capitalistes.

Le souverainisme, qu'il soit de droite ou de gauche, un piège

Contrairement à ce qu'affirment ses dirigeants, l'Union européenne ne constitue en rien une protection pour les travailleurs et la population, elle est un instrument qui permet aux gouvernements des pays européens de coordonner leurs attaques contre les droits sociaux pour que les multinationales allemandes, françaises, britanniques, etc. tirent au mieux leur épingle du jeu dans le cadre de la mondialisation capitaliste. Loin de répondre aux besoins des populations, elle est un simple espace de libre-échange soumis aux rivalités nationales qui, aujourd'hui,

attisées par la crise et le mécontentement croissant, la menacent d'explosion.

Elle est un instrument au service des classes possédantes et en premier lieu des bourgeoisies les plus puissantes. Ses instances, Commission européenne et Banque centrale européenne agissent aux côtés du FMI au sein d'une « troïka » haïe des populations parce que chargée d'exiger le remboursement de la dette et d'imposer les ajustements structurels pour réduire, parmi les dépenses publiques, celles qui ne bénéficient pas aux capitalistes mais à la population. Les travailleurs grecs ne s'y sont pas trompés qui ont combattu et leur propre gouvernement et les autorités européennes. Mais le gouvernement Tsipras s'est incliné autant devant la propriété capitaliste et les banques que devant l'Union européenne et... la bourgeoisie grecque et son Etat. Les leçons à tirer de cet épisode, ce n'est pas la nécessité d'avoir un « plan B » à savoir un plan hors de l'UE mais la nécessité avant toute chose d'une mobilisation des travailleurs eux-mêmes pour en finir avec l'austérité, exproprier les banques et les sociétés de finance, annuler le paiement de la dette et poser la question de la conquête du pouvoir, de la démocratie.

Poser d'abord la question de la sortie de l'euro comme le font les souverainistes désarme les travailleurs, les enferme dans un piège.

Le souverainisme de Mélenchon, cocardier et patriotard, est dans la logique de cette politique. « *Cela donne une leçon à toute l'Europe*, a-t-il déclaré à propos du Brexit : *ou bien on la change ou bien on la quitte. C'est le moment d'avoir un plan B.* » [...] « *La réalité quotidienne de l'Europe ne correspond à rien de ce pour quoi on a voulu commencé l'Union européenne il y a 30 ans, au moins. Il faut que l'Allemagne cesse de dire ce qui est bon ou pas bon pour les autres peuples. Il faut que la France ait une volonté, qu'elle fasse des propositions. Ce n'est quand même pas extravagant de demander à pouvoir vivre sa vie en travaillant et en étant payé dignement, en étant soigné et éduqué. Tout cela est mis en cause par l'Union européenne.* » La bourgeoisie française, son Etat, ses gouvernements, dont celui dont Mélenchon fut ministre, n'auraient-ils pas participé à cette mise en cause ? Quelle farce que de prétendre l'inverse !

Une politique pour la classe ouvrière afin de répondre aux besoins de la société

Les révolutionnaires n'ont pas à discuter sans fin entre une politique du « *in* » ou du « *out* » dits de gauche. Le *in* ou le *out* restent dans le cadre imposé par les partis institutionnels bourgeois, alors que notre préoccupation doit être de formuler une politique de classe, indépendante, une politique internationaliste loin du piège de la sortie de l'euro ou de l'UE.

Au moment où la victoire du Brexit démontre l'incapacité des bourgeoisies et de leurs Etats à dépasser leurs rivalités et la défense de leurs privilèges nationaux, la classe ouvrière doit, elle, s'affirmer comme la seule classe capable de construire une Europe démocratique, c'est-à-dire nécessairement socialiste.

Il va y avoir des mois de discussions et de tensions entre aujourd'hui et la sortie probable de la Grande Bretagne de l'UE puis les discussions pour redéfinir les relations entre elles, des répercussions quant aux possibles indépendance de l'Ecosse et réunification de l'Irlande, qui s'ajoutent aux conséquences de la crise économique et de la dette ainsi qu'à l'afflux des migrants et des réfugiés dans les pays européens. C'est autour de ces questions que vont se définir, dans les semaines et les mois qui viennent les différentes forces politiques.

Notre point de départ est très simple : les travailleurs ont les mêmes intérêts par-delà les frontières et des intérêts inconciliables avec les capitalistes de leur propre pays. Mener les luttes, un mouvement jusqu'au bout de leurs possibilités suppose une politique, une conscience émancipées des préjugés nationalistes, instrument idéologique de domination de la bourgeoisie au nom desquels elle prétend associer les organisations ouvrières au « *dialogue social* ».

Nos luttes, nous devons les envisager au niveau européen. Attaqués de la même manière par tous les gouvernements, les travailleurs auraient intérêt à unir leurs forces. C'est ce qu'ont fait des militants belges et du Nord de la France qui ont manifesté ensemble à Lille ces jours derniers. Mais cela reste un geste symbolique, le mouvement ouvrier est très en retard sur ce plan-là.

Il n'y a pas de rupture avec les politiques d'austérité, de remise en cause du pouvoir des multinationales qui puisse rester enfermée dans le cadre des frontières nationales. L'intervention de la classe ouvrière remet en cause et les institutions nationales, l'État, et les institutions européennes pour poser, dans un même mouvement, la question d'une autre Europe.

Nous militons pour l'ouverture des frontières, pour la liberté de circulation et d'installation de toutes et tous, ce qui est incompatible avec tout repli national. Ces mots d'ordre démocratiques sont inséparables d'un programme d'urgence anticapitaliste et révolutionnaire. Pour un emploi, un salaire décent et un logement pour tous, il faut imposer l'interdiction des licenciements, la répartition du

travail entre tous, l'augmentation des salaires avec un minimum qui ne devrait pas être inférieur à 1700 euros nets. La satisfaction de ces besoins fondamentaux exige l'annulation de la dette publique, l'expropriation du secteur bancaire et financier, la création d'un monopole public du crédit, le contrôle des travailleurs et de la population sur les comptes des grandes entreprises et de l'Etat. Seul un pouvoir des travailleurs, un gouvernement issu des luttes et des mobilisations, composé de délégués élus et révocables, rétribués au salaire moyen actuel sera en mesure de garantir ces mesures.

Un tel gouvernement devra avoir une politique à l'égard des autres couches de travailleurs, « petits patrons » artisans ou paysans, étranglés par les dettes et soumis à la dictature des trusts de l'agro-alimentaire.

Il s'adressera aux autres peuples d'Europe pour leur proposer de bâtir ensemble une Europe de la démocratie et de la paix et de choisir sous quelle forme ils entendent coopérer.

Les bourgeoisies des pays européens ont pris l'initiative d'une construction européenne pour faire face à la concurrence des bourgeoisies des autres continents sans être capables d'aller plus loin qu'un marché unique et une monnaie commune sans Etat parce qu'incapables de se départir de leurs privilèges nationaux. C'est pourquoi leur Europe est anti-démocratique, au service d'une infime minorité pour les intérêts de laquelle se mènent les politiques d'austérité et de régression sociale.

Elles sont incapables de résoudre la contradiction entre l'élargissement incessant des relations économiques et humaines, la socialisation croissante de la production et le maintien des frontières nationales.

A cette Europe capitaliste, les anticapitalistes et les révolutionnaires opposent des Etats-Unis socialistes d'Europe, une Europe des travailleurs et des peuples. Il ne s'agit pas d'une simple proclamation mais de l'urgence d'inscrire notre politique dans cette préoccupation et d'oeuvrer au regroupement des anticapitalistes et des révolutionnaires à l'échelle européenne comme le fit le NPA à ses débuts.

Galia Trépère

Crise politique en Espagne, revers de Podemos ou la nécessité d'un parti anticapitaliste et révolutionnaire

Les élections législatives du 26 juin en Espagne n'auront pas fait beaucoup évoluer la situation parlementaire issue de celles de décembre 2015. Le Parti Populaire de Rajoy arrive de nouveau en tête avec 33,28 % des voix et 137 sièges (14 de plus qu'en décembre), loin cependant des 176 sièges constituant la majorité absolue. Il a certainement bénéficié du recul de Ciudadanos (C's), son clone politique version « jeune », qui perd 400 000 voix et passe de 40 à 32 sièges. Le PSOE arrive en seconde position (22,83 %, 85 sièges). Il a perdu 600 000 voix et 8 sièges par rapport à décembre, mais n'a pas connu la déroute annoncée par les sondages qui le donnaient derrière Uni-

dos Podemos, coalition d'Izquierda unida et Podemos qui s'étaient présentés séparément en décembre et avaient obtenu, respectivement, 2 et 69 sièges. Leur regroupement obtient le même nombre de sièges, 71, mais perd plus d'un million de voix, reculant de 24,3 à 21,6 % des suffrages.

Comme en décembre donc, aucun des quatre partis arrivés en tête n'a la majorité, et les transactions au sommet se sont ouvertes, avec également les partis à implantation locale (Pays Basque, Catalogne,...) qui ont quelques députés au parlement national.

Quel que soit l'arrangement qui verra ou pas le jour pour constituer un gouvernement capable d'obtenir l'investiture du parlement, il est clair que la crise politique qui touche les sommets de l'Etat, conséquence directe de la crise économique et sociale qui délite la société elle-même, n'est pas près de se clore.

Tout comme il s'avère de plus en plus clairement que les classes populaires d'Espagne devront se donner, pour imposer leurs propres solutions à ces crises, de toutes autres organisations que Unidos Podemos, qui se présente certes comme porteur des « *aspirations du peuple au changement* », mais se livre au même jeu politicien que le PP et le PSOE, ces « *partis du régime de 78* » qu'il prétend combattre tout en visant un accord de gouvernement avec le second. Un jeu dans lequel il vient de perdre.

L'échec d'un pari politicien

Seul ou en coalition dans des « confluences » (accord électoraux avec d'autres organisations), Podemos a connu depuis sa création en 2014 une progression électorale quasi continue au fil des diverses séquences électorales (européennes, municipales, parlements des communautés autonomes, législatives nationales), l'amenant en moins de deux ans au niveau des deux partis qui se relaient au pouvoir depuis 1978. La stratégie menée dès le lendemain des élections de décembre a consisté à faire pression sur le PSOE pour que ce dernier accepte un « pacte » de gouvernement susceptible d'obtenir une majorité relative au parlement. Cette stratégie a échoué, et en s'alliant à Izquierda Unida, petit parti regroupant essentiellement les anciens du Parti communiste espagnol (PCE) et des verts, Podemos comptait sur la dynamique de la démarche « unitaire » pour dépasser la simple addition des votes de décembre. Il espérait ainsi devancer le PSOE et profiter du nouveau rapport de forces pour le contraindre à accepter cette fois le deal. Sauf que la « marée des marées » promise par les sondages ne s'est pas produite, mais plutôt le reflux...

Face à l'échec de ce pari politicien, des critiques se font jour aujourd'hui dans Podemos sur la campagne menée par ses dirigeants. C'est le cas en particulier d'articles de Jaime Pastor et Manuel Gari, militants de l'association Anticapitalistas (partie prenante de Podemos et issu de l'ancien parti Izquierda anticapitalista), publiés dès le lendemain des élections dans le blog www.vientosur.org d'Anticapitalistas (en castillan).

J.Pastor dénonce « *la dentelle chaotique de certains discours de Pablo Iglesias* » ; les « *errances discursives [...] qui ont été les plus patentes dans l'ambiguïté programmatique sur les questions fondamentales comme l'attitude face à la Troïka, le problème de la dette et le bilan critique qu'il fallait tirer depuis longtemps de la déroute de Syriza en Grèce[...]. Ambiguïtés qui se sont reflétées clairement dans les négociations avec le PSOE après le 20 décembre et dans les reculs et renoncements qui en ont découlé...* ». (*Le régime résiste face à l'aspiration au changement* – Viento Sur – 27-06-2016).

Manuel Gari, se référant à ce qu'il considère être « *le capital politique de Unidos Podemos* » écrit : « *... capital très supérieur aux jeux de paroles et aux discours que les élites universitaires qui se sont autoérigées en conducteurs supposés d'un peuple utilisent pour parler pour ne rien dire.* »... Le coup se veut rude, mais M. Gari conclut son texte en demandant à ces mêmes « *conducteurs autoérigés* » l'organisation d'urgence d'un nouveau « Vista Alegre » (congrès fondateur de Podemos) ; nouveau « Vista Alegre », « *mais cette fois d'une nouvelle formation unitaire qui regarde vers le futur* ». (*Le premier contretemps de Podemos* – Viento Sur – 27-06-2016)

La formulation « *formation qui regarde vers le futur* » est pour le moins ouverte et laisse place à bien des interprétations. Par contre, le terrain sur lequel se placent les auteurs de ces textes pour critiquer le recul électoral d'Unidos Podemos montre bien qu'ils ne remettent pas en cause les fondements même de Podemos, celui d'un parti se proposant de régler la question du changement dans le cadre institutionnel. Tout comme l'a fait Syriza en Grèce avant de connaître sa « *déroute* », tout comme le fait le Front de gauche en France.

Depuis la fondation de Podemos, il y a eu incontestablement un recul programmatique et la dernière campagne n'a pas manqué d'errements opportunistes, y compris sur le terrain souverainiste. Ce recul programmatique, cet opportunisme ont certainement contribué à semer le trouble dans une partie de l'électorat. Mais ils ne viennent pas seulement d'un manque de rigueur politique des dirigeants « vedettes » de Podemos et d'IU. Ils sont avant tout le résultat de la contradiction entre l'objectif qu'ils affichent, gouverner dans le cadre des institutions pour apporter les « *changements auxquels aspire la population* », et une réalité bien concrète qui s'impose à tous, une situation économique et sociale qui ne laisse aucune marge à une politique réformiste. Situation qui est à l'origine de la crise qui frappe les institutions politiques de l'Etat espagnol et se répercute nécessairement sur les partis qui se placent sur le terrain des institutions, y compris Unidos Podemos.

Les racines de la crise politique de l'Etat espagnol

Lors du déclenchement de la crise financière internationale, en 2008, l'Espagne sortait d'une période de dit « miracle économique » reposant, pour une grande part, sur la spéculation foncière et immobilière dont profitaient les entreprises du BTP et les banques, lesquelles s'étaient beaucoup endettées sur les marchés internationaux pour alimenter cette spéculation. Lorsque cette bulle spéculative a éclaté, tout le secteur bancaire s'est retrouvé au bord de la faillite, tandis qu'une multitude de projets immobiliers stoppaient brutalement, entraînant une explosion du chômage.

En plein accord avec les politiques de l'UE, les gouvernements qui se sont succédé en Espagne depuis 2008, celui du PSOE avec Zapatero jusqu'en 2011 puis celui du PP

avec Rajoy jusqu'à aujourd'hui, ont mené une politique d'austérité extrêmement sévère. Dans un premier temps, il s'agissait de sauver les banques, en les renflouant à partir des caisses de l'Etat. Ce transfert de la dette privée des banques vers l'Etat a conduit ce dernier, jusque là peu endetté, au bord de la faillite lors de la crise de la dette qui éclate fin 2010. Il a valu à l'Espagne de faire l'objet de plans d'ajustements à répétition. Le premier, imposé par Zapatero dès 2010, s'est traduit par la baisse des salaires de fonctionnaires, l'arrêt de la valorisation des retraites, des reculs du droit du travail, le passage de l'âge de départ en retraite de 62 à 67 ans. Conséquence de l'effondrement du secteur du BTP, le chômage montait jusqu'à 25 %, 50 % pour les jeunes dont un nombre croissant commençait à s'expatrier dans d'autres pays européens pour trouver du travail. Des dizaines de milliers de familles, incapables de payer les traites des hypothèques sur leurs maisons, étaient expulsées...

Cette dégradation brutale des conditions de vie d'une grande partie de la population allait donner naissance du vaste mouvement des Indignés qui, à partir du 15 mai 2011 (d'où le nom de 15M), a occupé les places dans une multitude de villes et porté la contestation contre les mesures d'austérité du gouvernement. Autre conséquence, le PSOE s'effondrait aux législatives de 2011. Zapatero laissait la place à Rajoy qui allait poursuivre la même politique de régression sociale, en y ajoutant de multiples attaques réactionnaires, en particulier contre les droits des femmes.

Aujourd'hui, Rajoy se targue d'une certaine amélioration de la situation. Il y aurait une légère reprise, mais c'est sur les mêmes bases spéculatives qu'avant 2008. Le chômage a baissé dans les chiffres, mais avec plus de précarité pour ceux qui ont un emploi, moins de protection sociale, des salaires toujours plus bas. La fiscalité pèse lourdement sur les plus pauvres et exonère les plus riches. Le service de santé se dégrade. Les inégalités explosent. La dette publique atteint 100 % du PIB et de nouvelles coupes budgétaires sont annoncées...

Tout cela explique pourquoi le PSOE et le PP, qui portent la responsabilité directe de ces politiques, sont incapables d'obtenir une majorité qui leur permettrait de gouverner. Cela explique également comment un parti comme Podemos, qui s'est créé en 2014 pour permettre au mouvement des Indignés de participer aux batailles électorales, a pu se constituer très rapidement une large base électorale qui a trouvé dans les origines et les discours de ce nouveau parti un espoir pour un avenir meilleur.

La nécessité d'un parti pour l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes

Cela nous dit aussi pourquoi cet espoir est un leurre. Les politiques d'austérités menées par le PP ou le PSOE ne résultent pas de choix idéologiques hors sol. Ce sont des choix de classe contraints par la crise que traverse la bourgeoisie nationale comme internationale, la nécessité, pour elle, de maintenir ses profits dans un contexte de

stagnation chronique et de concurrence exacerbée. Il est illusoire et dangereux de penser qu'il est possible de s'y opposer dans le cadre du jeu « démocratique », et c'est justement ce qu'a montré la « *déroute de Syriza* » en Grèce. La leçon à en tirer pour les militants anticapitalistes et révolutionnaires ne porte pas sur la stratégie d'une campagne électorale, mais sur la conception même du parti qu'il nous faut construire, son programme, si nous voulons que les mobilisations sociales débouchent sur autre chose qu'une impasse parlementaire.

Dans l'article cité plus haut, Manuel Gari, faisant une proposition de « *feuille de route* » pour conduire les réflexions dans Unidos Podemos, écrit : « *sans une plus grande présence des mobilisations populaires, les avancées électorales sont des épiphénomènes* ». Le refrain est connu. Il dit en substance : « votez pour nous, puis soutenez-nous par vos mobilisations pour que nous puissions conduire, au gouvernement, les changements auxquels vous aspirez »...

C'est exactement l'inverse qu'il s'agit de mettre en œuvre : construire un parti qui se situe sur un clair terrain de classe, internationaliste, en rupture avec les institutions politiques de la bourgeoisie. Un parti qui se donne pour objectif de permettre aux classes laborieuses de bâtir leurs propres réponses à la question du « changement » à partir de leurs propres mobilisations, des organisations démocratiques qu'elles se donnent pour mener leurs luttes.

Un petit groupe, IZAR (IZquierda Anticapitalista Revoluciónaria, né suite à l'exclusion de certains militants d'Anticapitalistas refusant de suivre cette dernière dans le cours de plus en plus opportuniste de Podemos) a milité pour une orientation allant dans ce sens. Il a présenté des candidatures en Andalousie (à Grenade, Malaga et Almeria) qui ont obtenu 0,6 % des suffrages. Leur campagne se faisait sous le slogan « *Leurs pactes pour que rien ne change, la lutte pour tout changer* ». Elle avait le soutien de divers autres petits groupes anticapitalistes et révolutionnaires, regroupés sous le sigle NHTQP, (No Hay Tiempo Que Perder, *Il n'y a pas de temps à perdre*), qui, sans présenter de candidats, ont mené campagne dans d'autres régions sur le même thème. Campagne certes confidentielle, compte tenu notamment de la faiblesse des forces militantes, mais qui montre que la « marée » Podemos n'a pas tout emporté sur son passage.

Face au programme de Podemos, il s'agit de porter un programme qui donne un sens, un objectif politique aux luttes de toutes celles et ceux qui s'opposent aux politiques austéritaires. Un programme pour le regroupement de tous les travailleurs autour des urgences criantes que sont celles de l'emploi et du logement, des salaires, de la protection sociale et sanitaire, de la pression fiscale... Un programme qui s'attaque réellement à la question cruciale de la dette. Podemos, qui revendiquait à ses débuts son annulation, se contente aujourd'hui, au nom du « réalisme », de demander sa restructuration et l'organisation d'un audit. Il est, au contraire, indispensable de refuser de

payer, d'annuler la dette, d'exproprier l'ensemble du secteur financier pour le réunir dans un monopole bancaire placé sous le contrôle des travailleurs et de la population. C'est la seule manière d'en finir avec le gouffre sans fond de la spéculation et de disposer d'un système de financement des activités économiques qui ne soit plus pilotée par la recherche du rendement financier mais par celle de la satisfaction des besoins de la population. Un programme qui puisse également apporter une réponse aux reven-

dications d'indépendance qui s'expriment dans certaines Communautés autonomes, principalement en Catalogne et au Pays basque, reconnaissant le droit à l'autodétermination, c'est-à-dire un programme internationaliste posant la question du pouvoir dans la perspective d'une Europe des travailleurs et des peuples.

No hay tiempo que perder.

Daniel Minvielle